

la Daille

JEUNESSE COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE - STRASBOURG

SPECIAL

MOYEN

ORIENT

COMMUNISTES + AVOUS

PROFESSAIENT

AVANT LE MOI

EDITORIAL

Les documents de ce numéro spécial sur la Palestine datent pour la plupart d'avant la récente crise. Néanmoins ils permettent de comprendre les principaux ressorts de la situation actuelle au Proche-Orient, car l'intervention militaire d'Israël, loin de modifier fondamentalement les termes du problème, n'a pu qu'accentuer un certain nombre de contradictions pré-existantes et en faire surgir de nouvelles. Avant même que le rapport des forces ne se soit clairement décanté en termes diplomatiques, un premier bilan de la crise peut être dressé.

Le premier enseignement est l'échec lamentable de cette gauche sioniste à prétention "marxiste". Ses discours à usage interne sur la lutte des classes, l'égalité des juifs et des arabes, la construction du socialisme, ont fondu comme neige au soleil devant la réalité plus immédiate d'une Union Sacrée allant jusqu'aux fascistes (Menachem Begin). Ceci est le fruit d'une longue pratique de collaboration de classe de la gauche sioniste et de la bureaucratie syndicale. Cette guerre n'a servi que les intérêts de la jeune bourgeoisie israélienne: s'opposer aux progrès de la révolution arabe en Syrie, Jordanie et Egypte, briser le blocus arabe et répondre à la crise économique de ces derniers mois en s'ouvrant de nouveaux marchés. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la proposition récente des israéliens d'une sorte de Marché Commun du Moyen-Orient.

Mais cette victoire accumule de nouvelles contradictions. Le problème des réfugiés s'aggrave (fermeture de la "frontière" du Jourdain). Le problème national intérieur rebondit par l'augmentation des arabes sous administration israélienne (de 300 000 à un million et demi). Il est d'ailleurs à prévoir que les différenciations nationales tendront de plus en plus à se cristalliser en barrières de classe. L'annexion signifie aussi pour la bourgeoisie israélienne l'augmentation du danger révolutionnaire intérieur et donc l'oppression accrue (militaire, administrative et autre) de la minorité arabe.

Le prolétariat juif n'a rien gagné dans cette guerre: l'exacerbation du chauvinisme accentue sa soumission idéologique à la bourgeoisie ainsi que la collaboration de classe. Plus que jamais la "désionisation" de l'Etat d'Israël, la rupture de la collaboration de classe et la lutte pour le socialisme et le pouvoir ouvrier sont à l'ordre du jour en Israël. Cette lutte du prolétariat juif et arabe d'Israël est solidaire du mouvement de libération des masses arabes.

L'autre enseignement primordial de la récente crise concerne précisément la révolution arabe. Dans ce domaine, les intérêts de la bourgeoisie israélienne rejoignent ceux de l'impérialisme: empêcher tout développement révolutionnaire des masses arabes. Tel est le sens de l'agression contre l'Egypte et la Syrie. L'aspiration des masses arabes à l'indépendance et au développement signifie dans un premier temps une lutte contre l'impérialisme et ses complices féodaux. A ce stade, des couches petites bourgeois anti-impérialistes comme la direction nassérienne ont donc pu exprimer cette lutte. Mais la revendication de l'unité arabe et de l'indépendance réelle a un contenu social et ne peut être satisfaite que si l'on va jusqu'au terme de l'évolution, c'est-à-dire le socialisme, seule solution stable.

Nos camarades de l'U.J.C.M.L. de Strasbourg ont, eux-aussi, pris position sur le conflit du Moyen-Orient. Après avoir découvert "le vrai visage du révisionnisme, nécessairement hideux, celui de la collaboration de classes" nos camarades prônant l'alliance avec les féodaux arabes en ces termes : "C'est ainsi que ceux qui prônent le front unique anti-impérialiste, y compris avec les révisionnistes, n'ont pas saisi la nécessité de l'alliance avec des régimes féodaux de type jordanien. Au Moyen-Orient, la contradiction principale est celle qui oppose Israël à tous les Etats arabes. Dans une telle conjoncture l'opposition entre Etats progressistes et Etats réactionnaires est reléguée au niveau d'une contradiction secondaire".

C'est là un des aspects les plus remarquables de cette prise de position qui constitue en fait une adaptation opportuniste et démagogique au courant d'Union Sacrée entre toutes les classes sociales qui a sévi au Moyen-Orient au début du conflit.

Nous regrettons, faute de place, de ne pouvoir publier intégralement ce tract, mais nous ne pouvons que conseiller à nos lecteurs de s'adresser aux militants de l'U.J.C.M.L. pour se le procurer.

Dans cette crise, les directions actuelles de la révolution arabe ont fait la preuve de leurs limites. L'appel à la "guerre sainte" n'a pu remplacer la mobilisation et la préparation des masses à une résistance populaire qui seule aurait pu entraîner de graves difficultés pour l'armée israélienne sur les terres conquises. Raisonant dans les termes de la stratégie militaire bourgeoise traditionnelle (colonnes de chars, etc...), Nasser a subi une cuisante défaite. De même, son alliance avec le féodal Hussein, pro-impérialiste, confondait l'unité arabe, union des masses opprimées arabes, et l'Union Sacrée, union "au dessus" des classes. La tiédeur de la combattivité Hachémite, la reculade des féodaux devant le boycott du pétrole, entre autres, ne pouvaient être prévisibles.

La révolution arabe se trouve donc actuellement devant un choix : ou la capitulation devant l'impérialisme, ou le dépassement de ses directions petites bourgeoises actuelles qui ont fait la preuve de leur incapacité. Ceci doit se traduire dans un premier temps par le slogan des manifestants d'Alger : "Nasser, marche ou crève !". Ce qui signifie à l'extérieur réclamer de ces directions la poursuite logique des mesures anti-impérialistes, et à l'intérieur l'accélération des mesures de nationalisation et de réforme agraire. Mais les révolutionnaires arabes doivent savoir que l'application effective de ces mesures ne peut pas être le fait des directions actuelles et implique une radicalisation socialiste de la révolution arabe, vers la dictature des ouvriers et des paysans.

La solution du problème palestinien et du problème de l'indépendance et de l'unité arabe nécessite donc la structuration d'une avant-garde révolutionnaire en rupture avec la gauche sioniste et avec les directions petites bourgeoises arabes. Dans ce domaine, la récente crise a montré que ce n'est sûrement pas le mouvement communiste officiel qui est capable d'assurer une telle alternative.

Dans la logique de sa politique de coexistence pacifique, la direction soviétique a essayé à tout prix de préserver le statu-quo au Moyen-Orient, faisant tour à tour pression sur les directions arabes et sur les impérialistes et le gouvernement israélien. D'où des "virages" saisissants avec l'évolution du rapport des forces en cours de crise. Avant la guerre, l'URSS soutenait Nasser et déclarait qu'elle interviendrait dans la même mesure que les USA. Lorsque les Israéliens arrivèrent au canal de Suez, elle signa un accord au Conseil de Sécurité pour le cessez-le-feu inconditionnel, c'est-à-dire sans retrait des troupes israéliennes. Puis, la fureur légitime des masses arabes se révélant, l'URSS fit une déclaration demandant le retrait sur la ligne de 1948. Mais ceci après la signature de l'accord avec les impérialistes, c'est-à-dire sans volonté réelle d'appliquer sa nouvelle "détermination". Ce genre d'attitude démagogique est d'ailleurs à prévoir au cours des négociations, pour répondre au mécontentement arabe. Nous ne saurions être étonnés par le fait que la direction soviétique ne se soit manifestée au cours de la crise que par des mesures diplomatiques, car elle a toujours posé en dogme le maintien du statu-quo, ses intérêts n'étant pas en un soutien total aux mouvements révolutionnaires. La "paix par les négociations" ne peut être qu'une paix se faisant sur le dos des masses populaires.

Quant à la Chine, elle a soutenu inconditionnellement les directions actuelles de la révolution arabe et s'est abstenue de toute critique à l'égard de l'Union Sacrée arabe, la caractérisant comme un "front patriotique" contre l'impérialisme alors que les forces antiimpérialistes au Moyen-Orient n'ont jamais coïncidé avec l'ensemble des arabes; inclure les monarchies pro-impérialistes (Hussein et compagnie) dans ce "front", c'est retomber dans la politique de type Nasakom du PC indonésien qui a donné les résultats que l'on sait.

Malgré l'absence de textes intéressants que nous n'avons pas pu nous procurer en temps utile (textes d'organisations arabes, textes sur le sionisme et la colonisation de la Palestine...) nous espérons que ce numéro spécial de LA DAILLE contribuera à populariser des analyses et solutions internationalistes pour les problèmes du Moyen-Orient.

A la suite de la décision du Comité Central du Parti Communiste Cubain d'abolir la propriété privée des productions intellectuelles, LA DAILLE s'est arrogée le droit de reproduire dans ce numéro spécial de larges extraits d'articles parus dans d'autres publications et en profite pour suggérer à M. Maspéro de baisser les prix de ses ouvrages d'origine cubaine, n'ayant plus de droits d'auteur à payer

ISRAËL, LE SIONISME ET LA LUTTE DES CLASSES

par nathan weinstock

article paru dans "Partisans" en mai 1965

(Nous laissons de côté l'analyse de l'apparition du sionisme et de son rôle historique face à l'impérialisme britannique et à l'évolution du monde arabe, pour reprendre le texte à la naissance d'Israël - ces aspects écartés étant examinés dans d'autres documents de ce numéro spécial de LA DAILLE)

NAISSANCE D'ISRAËL : UN SOCIALISME MANQUE

En fait, Israël fut en gestation bien avant sa naissance et la période du mandat britannique est en quelque sorte la préhistoire de l'Etat juif. On retrouve en effet en 1918 à la tête du nouvel Etat les dirigeants chevronnés de l'Agence juive et du Mandat Lebunya (Conseil National). * Aucun d'eux-ci ne s'était distingué dans la lutte anticolonialiste.

Lorsque on examine la politique suivie par un Weizmann, un Ben Gourion ou un Shertok (Sharett) - pour ne prendre que les principales têtes du mouvement sioniste - on est en droit de se demander s'ils eussent jamais pu rompre avec la puissance britannique en l'absence des provocations caractérisées de la Grande Bretagne.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur la nature sociale et politique du groupe Stern, aile dissidente de l'Irgoun fascisant, il faut reconnaître que ce fut la seule tendance sioniste à s'en tenir à une ligne anticolonialiste constante, refusant notamment de sacrifier la lutte pour l'indépendance aux intérêts de l'empire britannique durant la seconde guerre mondiale. A partir de 1945 l'extrême-droite sioniste, l'Irgoun, fait preuve d'un radicalisme dans la lutte antiimpérialiste qui contraste violemment avec la passivité timorée des sionistes officiels.

La proclamation de l'Etat d'Israël après la décision des anglo-américains (appuyée par les soviétiques) de procéder au partage de la Palestine, servira admirablement les intérêts impérialistes. Ceux-ci souhaitent sauver à tout prix la structure féodale du Moyen-Orient en restreignant la contagion antiimpérialiste que recèle en puissance la dynamique du capitalisme juif aux frontières délimitées en 1947.

La guerre judéo-arabe éclate après l'approbation du projet de partition par l'ONU. Le conflit détourne les masses de la lutte anticolonialiste et fanatise celles-ci dans un sens chauvin et anti-juif. La première phase de la lutte engagée dès 1947 se présente sous l'aspect d'une guerrilla rurale arabe contre la population juive sous la direction des féodaux. En 1948, lorsque l'Etat d'Israël est proclamé, les armées arabes voisines envahissent le territoire de l'Etat hébreu. Cette opération a des objectifs territoriaux (chacun des potentats arabes souhaite étendre sa domination sur la Palestine) mais aussi un sens plus profond : détourner les masses arabes de la lutte sociale. Londres encourage ces invasions espérant regagner son prestige par ce soutien apparent aux revendications du nationalisme arabe.

La bourgeoisie juive glisse sous la dépendance des Etats Unis qui s'empressent, d'ailleurs, en accord avec les britanniques sur ce point, d'intervenir dès que les forces israéliennes menacent la zone du Canal de Suez.

La partition de la Palestine - découpée en deux Etats arabes et juifs - est accueillie avec enthousiasme du côté sioniste. Tandis que le PC s'épuise dans une série de volteface déconcertants, seul le futur Mapam lutte en 1947 au sein de l'Organisation Sioniste pour une Palestine bi-nationale (le PC adopte subitement avec enthousiasme par un nouveau virage de 180° "sous la baguette" la partition, démoralisant ainsi ses membres et perdant ainsi sa base arabe).

Pourtant la revendication d'un "Etat" juif était traditionnellement l'apanage de la droite sioniste. En 1942 encore, Ben Gourion, dirigeant de la social-démocratie sioniste se prononçait à New-York pour le bi-nationalisme. Si cette solution n'a pas prévalu c'est parce que le chauvinisme inhérent au sionisme va tinter jusqu'à l'extrême-gauche. Une fois de plus, la nature objective du sionisme, d'essence réactionnaire, impose sa réalité aux idéalistes.

Le partage de la Palestine, c'est le découpage du pays en deux états raciaux hostiles, une entité capitaliste juive et un territoire féodal arabe. Cette tragédie consacre l'absence d'un front antiimpérialiste commun judéo-arabe. La partition implique une tutelle impérialiste de part et d'autre. En ce sens on peut dire que l'avènement de l'Etat hébreu porte en germe le contexte politique actuel au Moyen-Orient.

La revendication d'un "Etat" juif (bourgeois naturellement !) sous-entendait l'expulsion des arabes palestiniens ou leur assujettissement. C'est le prolongement logique de l'économie sioniste délibérément fermée. En se ralliant à ce mot d'ordre chauvin, les sionistes "socialistes" se font implicitement complices d'une politique réactionnaire.

Israël naît donc sous le signe du capitalisme. Et ceci n'est que le résultat de la politique de la gauche sioniste pour laquelle le socialisme était soit un projet lointain (alors que dans l'immédiat l'alliance avec la bourgeoisie était à l'ordre du jour), soit la société israélienne elle-même par le biais des coopératives et des kibboutzim. De toutes façons, la lutte des classes reste un point obscur du programme théorique tandis que la prise du pouvoir est tout bonnement escamotée.

Dans l'immédiat on prêche l'union sacrée des sionistes face au péril arabe (baptisés réactionnaires en guise de justification marxiste). L'ironie de l'Histoire veut que ce soit B. Borokhov, théoricien du sionisme "socialiste", qui ait exposé une théorie de la "démagogie nationaliste" qui trouble la conscience de classe ! (Borokhov, in "Classes et nation").

L'idéologie de la gauche sioniste reflète d'ailleurs la contradiction entre les convictions socialistes affirmées et la réalité de la colonisation. De quelque façon que l'on interprète, par exemple, la théorie des kibboutzim de la Hashomer Hatsaïr (Mapam) sur les "étapes" historiques de la lutte pour le socialisme, il est clair que cette doctrine aboutit à rejeter toute lutte de classe véritable - en fait toute contestation du capitalisme - dans un avenir lointain et nébuleux. La théorie de ce mouvement sur le kibboutz en tant que cellule de la société socialiste future au sein de l'actuelle société capitaliste traduit également un réformisme foncier. Cf "Plateforme du Kibboutz Artzi" av 27: "Cette édification d'une société socialiste se réalisera en deux étapes: 1° l'établissement du foyer national juif en Eretz Israël (Palestine) sur une base économique productive autonome; 2° la libération sociale".

Si la guerre de 1948 fut effectivement une lutte anticoloniale entreprise contre la Grande Bretagne et ses alliés féodaux (Grand Mufti de Jérusalem, Farouk et autres Nouri El Saïd) on ne peut oublier que cette lutte est menée sous la direction de la bourgeoisie israélienne combattant pour ses intérêts propres. La forme nationale de ce combat et la subordination du mouvement ouvrier juif palestinien à la droite sioniste rend impossible la formation d'un front commun antiimpérialiste judéo-arabe basé sur le nationalisme arabe qui est en réalité le levain révolutionnaire du Moyen-Orient. La lutte n'est pas engagée au nom des colonisés de Palestine, juifs et arabes, mais bien au nom des seuls juifs. L'enjeu de la lutte n'est pas l'émancipation de la Palestine de la tutelle coloniale, mais la fondation d'un Etat

bourgeois juif.

C'est la gauche sioniste qui a refusé de transformer les combats de 1948 en une révolte contre le pouvoir britannique au Proche-Orient et ses suppôts, juifs et arabes.

L'intervention de l'impérialisme américain en 1948 a d'ailleurs des objectifs parfaitement clairs: inféodation du nouvel Etat hébreu à la république étoilée; circonscrire l'effondrement des structures féodales à la seule région israélienne, conquérir des positions de force dans cette zone stratégique et pétrolifère au détriment de l'impérialisme britannique, étouffer dans l'œuf toute velléité de révolte arabe. Les dirigeants sionistes collaborent magnifiquement à cette entreprise: ils ne souhaitent pas, eux non plus, un soulèvement populaire. Ils abandonnent donc le soutien traditionnel de l'impérialisme britannique pour transférer leur allégeance au nouveau venu, le dollar. Cette réorientation politique n'est pas précisément une manifestation de progressisme.

Israël, devenu un foyer de tension, cristallisera les sentiments antiimpérialistes des peuples voisins. Le sionisme aboutit ainsi à rejeter les masses arabes dans les bras des féodaux.

Non seulement la gauche sioniste (et le PC) s'est-elle soigneusement abstenue d'exploiter le contenu potentiellement révolutionnaire de la guerre de 1948, mais en outre, abstraction faite de cet aspect internationaliste de la question, - et cette attitude est un corollaire logique de la ligne précédente - elle n'a même pas "envié" de conquérir le pouvoir dans le cadre israélien.

Les kibboutzim, qui étaient les placés-fortes du sionisme, n'ont à aucun moment voulu contester la domination bourgeoise en dépit de leur adhésion théorique au socialisme révolutionnaire. Alors que la Palmakh formait en fait une armée de classe, une formation de partisans socialistes, elle s'est laissée dissoudre sans réagir au sein de l'armée "nationale", c'est-à-dire bourgeoise. Reconnaissons que l'Irgoun d'extrême-droite eut au moins assez de sens politique pour tenter - c'est l'incident de l'Altalena - de contester les progrès de la démocratie bourgeoise israélienne, incarnée par Ben Gourion. Et c'est à la Palmakh qu'il faudra faire appel pour écraser les factieux.

En suite, le Maure ayant accompli sa besogne peut s'en aller: la Palmakh est désarmée. La soi-disant "avant-garde" du prolétariat regrette, déplore, mais n'esquisse même pas un mouvement de révolte. La naissance d'Israël colle l'effondrement de toute alternative prolétarienne.....

L'abdication de la gauche sioniste stimule la poussée fulgurante du champignon bourgeois. La jeune bourgeoisie israélienne, épaulée par la bureaucratie syndicale et social-démocrate, soutenue par les "socialistes" du Mapam, a les dents longues et pointues. Les circonstances "exceptionnelles" de 1948 avaient servi de couverture à la gauche pour masquer une capitulation inconditionnelle devant l'Etat bourgeois.

Dès lors, la bourgeoisie israélienne comprend son intérêt, maintenir à tout prix le climat chauvin qui justifie "l'union nationale". Le prétexte immédiat est tout trouvé: le péril extérieur et l'afflux des réfugiés juifs d'Europe. La politique de la bourgeoisie est la défense d'un ghetto armé. Et lorsque l'immigration sioniste s'essouffle (à partir de 1951), l'Organisation Sioniste Mondiale stimule artificiellement ce facteur de cohésion nationale. En 1946 le sionisme est la planche de salut des rescapés des camps, brisés par la souffrance et la persécution. Aujourd'hui, l'idéologie sioniste doit raccoler ses prosélytes.

L'expulsion des arabes palestiniens, précipitée par le massacre de Deir Yassin (perpétré par l'Irgoun fascisant) est une conséquence logique de la ligne sioniste. Déjà le livre-programme de Théodore Herzl, "l'Etat juif", "omettait" de préciser que la Palestine, indiquée comme siège du futur Etat juif, était un territoire peuplé d'arabes et non un désert. Toute la politique sioniste-(y compris son secteur ouvrier) avait consisté à créer une économie juive fermée. En dépit des aspects progressistes de la "religion du travail" des pionniers sionistes (le travail ennobli), le principe du "Jewish Labour" (travail juif) commande la création d'un syndicat nationaliste

(la Histadrout) qui défend exclusivement les intérêts des ouvriers juifs. Des luttes violentes ont opposé par moments patrons et ouvriers juifs parce que les premiers avaient engagé des ouvriers arabes.

Les fellahs n'avaient pas leur place dans le paradis sioniste. S'il est certain qu'au début les dirigeants juifs ne cherchaient pas à obtenir l'évacuation des arabes, en règle générale on encourageait les arabes à abandonner leurs villes et leurs villages. Au reste, dans un climat de guerre intercommunautaire, les regroupements de population et l'afflux de réfugiés sont des phénomènes constants (cf le conflit cypriste). Durant la dernière phase de la guerre de 1948, l'évacuation des civils arabes était pratiquement devenue un but de guerre du sionisme.

La faute capitale de la gauche juive en Palestine est de n'avoir ni pu ni voulu prendre la tête d'un mouvement de libération judéo-arabe au Proche-Orient. Elle n'a pas su insuffler à la lutte des juifs palestiniens un contenu révolutionnaire. Ses traditions et son passé s'opposaient à ce qu'elle liât concrètement sa lutte à l'émancipation générale des masses arabes. En un mot, elle a failli lamentablement à sa tâche socialiste, elle a trahi sa prétendue vocation révolutionnaire.

Il y a plus. La bourgeoisie israélienne doit sa survie politique à la tension israélo-arabe. Et cet intérêt est partagé par les classes dirigeantes des pays voisins pour des raisons identiques. A preuve l'effacement notable que subit la démagogie anti-israélienne chaque fois qu'un dirigeant arabe suit une politique réellement anti-impérialiste. La bourgeoisie israélienne est d'ailleurs parfaitement consciente de ce qu'une révolution coloniale au Proche-Orient balayerait les structures sociales existantes et ses propres assises en premier lieu. C'est une raison de plus pour souhaiter le statu-quo.

L'alliance de fait avec les Etats Unis, les véritables promoteurs de la partition de la Palestine, joue dans le même sens. La politique israélienne est la cristallisation de l'idéologie de sa classe dirigeante.

La nature bourgeoise de la société israélienne entraîne naturellement une politique extérieure réactionnaire. Le maintien du statu-quo impérialiste au Moyen-Orient est le leitmotiv de la diplomatie israélienne. Une seule perspective politique: empêcher par tous les moyens - et par les armes s'il le faut - la révolution arabe. D'où l'Etat-garnison.

A la longue, cette position intenable ne peut que déboucher sur la catastrophe. On n'arrête pas la marche de l'histoire, fusse en s'alliant aux forces les plus rétrogrades de l'impérialisme (cf Suez). Car, dans l'espoir illusoire de voir l'occident garantir le statu-quo, Israël s'efforce de se faire l'allié le plus sûr de l'impérialisme ("la seule démocratie occidentale au Moyen-Orient"). En 1956: Suez. 1958: Israël autorise l'aviation britannique à survoler son territoire pour écraser la révolution irakienne. Durant la guerre d'Algérie, Tel Aviv appuie la France. Depuis Israël a fait connaître publiquement son intention d'intervenir par les armes au cas où les masses arabes s'aviseraient de renverser le pantin Hussein. Aux yeux d'Israël, l'ennemi, ce n'est pas la féodalité corrompue, c'est le peuple.

La politique de Suez a sa logique.

LA POLITIQUE INTERIEURE

La politique intérieure israélienne est actuellement tout aussi conséquente dans son essence réactionnaire.

a) Oppression de la Minorité Arabe

La relégation des arabes d'Israël au statut de citoyens de seconde zone est dans la ligne du chauvinisme sioniste en même temps qu'elle exprime la dictature de la

bourgeoisie (une forme analogue et à peine plus tempérée de racisme est vécue par les juifs d'origine orientale).

Les arabes forment actuellement une minorité de 245 000 âmes, soit 11% de la population israélienne. La communauté arabe est cependant d'une structure démographique infiniment plus jeune que la population juive et le taux de natalité est incontestablement plus élevé. Dans leur écrasante majorité les arabes sont des villageois liés à la terre. La structure familiale est encore patriarcale, les familles nombreuses et même très nombreuses sont la règle. On prévoit que d'ici 1975, la minorité arabe atteindra le demi-million.

En gros la population arabe occupe les échelons inférieurs de la hiérarchie sociale. A noter en particulier la transformation du village arabe où le prolétariat rural tend à devenir l'élément dominant (exode rural). Abstraction faite des jeunes, 66% des villageois arabes sont des salariés à l'heure actuelle.

Les différenciations nationales semblent être en voie de se cristalliser en barrières de classes. Déjà un tiers des manoeuvres sont arabes. Compte tenu de l'extraordinaire taux de croissance de la population arabe, l'éventualité d'un glissement à moyen terme vers une société israélienne où les juifs formeraient une bourgeoisie exploitant la classe ouvrière et paysanne arabe n'est pas exclue.

En 1948, les régions à prédominance arabe furent placées sous administration militaire tandis que de grandes étendues de terres cultivées arabes étaient confisquées: propriétés des réfugiés et zones accaparées pour des raisons de "sécurité" (20 000 paysans touchés), terres d'où les arabes furent délogés pour faire place à une immigration juive réelle ou "éventuelle". Certaines de ces terres sont encore inoccupées mais interdites à leurs anciens propriétaires.

L'Administration Militaire dispose des droits quasi-absolus. La Cour Militaire sanctionne sans possibilité d'appel les infractions aux règlements édictés par les autorités militaires (rappelons que les arabes ne sont pas soumis au service militaire). Alors qu'en théorie le régime militaire s'étend à tout habitant des régions de "sécurité", seuls les habitants arabes y sont soumis.

Les zones militaires sont subdivisées en sous-secteurs en dehors desquels les arabes ne peuvent circuler librement. L'autorité militaire peut interdire l'accès des régions déterminées et assigner à résidence, exiler ou détenir administrativement sans inculpation aucune les "suspects" et les éléments potentiellement dangereux - c'est-à-dire en fait n'importe quel arabe -. Jusqu'au début des années soixante le couvre-feu était d'application dans la zone principale, celle du "Petit Triangle".

Tout déplacement étant soumis à l'arbitrage militaire, le commandement régional délivre au bon gré de son plaisir les permis de circulation. C'est également à l'administration militaire qu'est dévolue la distribution des permis d'emploi, de construction, d'ouverture d'un commerce et même le pouvoir de consentir un prêt. Inutile d'insister sur la corruption engendrée par pareil système. Retenons que quelque 200 000 des 245 000 arabes israéliens sont donc opprimés par une dictature militaire.

A plusieurs reprises des mouvements spontanés de révolte ont éclaté parmi la population arabe - généralement à la faveur des défilés du 1^{er} mai - notamment à Nazareth, dans la zone du "Petit Triangle" et même à Haïfa. Les règlements de "sécurité" servent de prétexte au sabotage de l'action des partis arabes.

Les arabes dépossédés de leurs terres sont maintenus en état de chômage ou, artisans ruinés, gagnent misérablement leur vie hors du village. Ils sont devenus une masse de déclassés, un lumpenproletariat.

La population arabe ne peut donc se déplacer ou changer de résidence sans autorisation préalable de l'administration militaire. Ostensiblement des mesures sont dictées par des considérations militaires. En réalité, cette ségrégation imposée a pour effet de freiner l'exode d'une main d'oeuvre bon marché susceptible de concurrencer le prolétariat juif. Le système de l'économie fermée est donc perpétué par la contrainte. Ajoutons dans cette perspective que les mariages mixtes ne sont pas autorisés par la législation israélienne, que l'agriculture arabe est honteusement sous-développée, que l'arabe n'est même pas une langue officielle de l'Etat.

A l'heure actuelle la ségrégation économique n'existe plus en ce qui concerne les ouvriers mais est maintenue en pratique pour les employés et les professionnels libéraux. Même au Département des Affaires Arabes à Jérusalem il n'y a aucun fonctionnaire arabe.

Dans les villages arabes une bourgeoisie nouvelle a fait son apparition. Mais le niveau de vie des arabes, quoique effectivement supérieur à celui des pays voisins, reste déplorable. Dans la région de Tel Aviv, 30 000 arabes qui y travaillent vivent dans des étables et des bâtiments en construction faute de pouvoir y obtenir une résidence légale. C'est donc à juste titre que Claude Bourdet, dans un discours fait à l'ULB, qualifiait la politique israélienne de "bon colonialisme".

Politiquement 25% de la population arabe accorde ses suffrages au Parti Communiste israélien. Ce parti s'était initialement compromis (1948-1953) dans la collaboration avec le gouvernement israélien mais a rectifié sa ligne politique. Le Mapai (social-démocrate embourgeoisé) recrute dans les classes moyennes et obtient des voix par un mélange raffiné de pression et de distribution de faveur. Le syndicat unique d'Israël, la Histadrout, accepte les arabes comme membres à part entière depuis 1959 1960, suite à une action opiniâtre des partis de gauche.

Alors que les arabes dépassent le dixième de la population, moins d'un pour cent des étudiants israéliens sont arabes, seul 2% des employés de l'Etat et la discrimination raciale (c'est bien de cela qu'il s'agit, n'en déplaise à certains) sévit à l'embauche dans les entreprises publiques et privées. Le bachelier arabe n'a tout simplement aucun débouché en vue. Aussi la jeunesse arabe tente-t-elle fréquemment de passer la frontière - ce qui est naturellement illégal - ce qui a déjà donné lieu à de tragiques incidents. Quant à la jeunesse israélienne, elle est malheureusement non seulement chauvine mais ouvertement raciste.

b) liquidation des conquêtes ouvrières

Les socialistes-démocrates israéliens ont mis à profit leur collaboration au gouvernement avec les partis bourgeois pour démanteler les positions tenues dans l'économie et la vie sociale du pays par le mouvement ouvrier: les écoles de la Histadrout (syndicat unique) ont été "nationalisées" (intégrées à l'enseignement bourgeois); les entreprises bénéficiaires de la Histadrout cédées au secteur privé. La droite israélienne réclame d'ailleurs sans cesse de nouvelles "nationalisations", voulant grignoter au profit de l'Etat bourgeois les positions ouvrières. Bien entendu cette politique n'est possible qu'en raison de la bureaucratisation de l'appareil syndical et la gestion quasi-capitaliste des entreprises appartenant au syndicat, ce qui a eu pour résultat que la classe ouvrière ne sent pas concernée par ces transformations.

La politique israélienne est dominée par l'alliance des cléricaux, de la droite et de la bureaucratie réformatrice. Cette Sainte Alliance traduit les intérêts de la classe dirigeante israélienne dont le poids ne fait qu'augmenter dans la vie politique. A l'heure actuelle, après une gestion ininterrompue de l'Etat bourgeois depuis 1948, la direction syndicale est non seulement intégrée à l'Etat bourgeois, mais peut être considérée comme un secteur de la classe dirigeante en alliance indissociable avec la bourgeoisie. L'influence de la bourgeoisie juive américaine, principale bailleur de fonds de l'Etat hébreu, explique la vivacité du cléricalisme en Israël. Mais ce phénomène puise également sa source dans le rôle de la religion comme ciment de la nation, c'est-à-dire comme facteur idéologique servant des buts réactionnaires.

En effet afin de maintenir la lutte des classes à l'arrière plan, les dirigeants israéliens exacerbent par tous les moyens le chauvinisme. L'invocation réitérée du péril extérieur et le renforcement systématique de l'armée ont d'ailleurs eu pour résultat une militarisation graduelle de la vie civile. Cette évolution inquiétante vers un Etat fort - en fait une dictature ouverte de la bourgeoisie - est accentuée par d'autres facteurs encore et l'immixtion des militaires dans la vie économique et administrative en pose en quelque sorte les jalons.

Cette évolution peut aussi s'expliquer par la nature particulière de la classe ouvrière juive en Israël; issue de la petite bourgeoisie, celle-ci n'a guère de traditions prolétariennes réelles, tandis que sa conscience de classe est très fragmentaire.

Il faut encore dire un mot des fameux Kibboutzim. Ceux-ci sont actuellement absorbés par la société capitaliste ambiante dont ils dépendent économiquement. L'Agence Juive et l'Etat assurent l'équilibre de leurs finances. L'utilisation croissante de la main d'œuvre salariée dans le kibboutz a ralenti le processus de dégradation de ces communautés agricoles socialistes. Comme on pouvait s'y attendre, dans un Etat bourgeois, les kibboutzim jouent un rôle à peu près semblable aux coopératives dans les régimes capitalistes occidentaux et n'influencent pas notablement la vie économique.

Peu après l'indépendance, les kibboutzim des deux partis socialistes de gauche hébergeaient les marins qui avaient entamé une grève sauvage. Aujourd'hui leur situation budgétaire est bien trop précaire et leur dépendance de l'Etat bourgeois trop tragique pour qu'ils puissent se permettre semblable intervention directe dans les luttes de classe.

LA POLITIQUE EXTERIEURE ISRAELIENNE

Le problème dominant de la politique israélienne est celui de sa survie. Entouré d'Etats états hostiles dans lesquels un million de réfugiés dépossédés croupissent dans d'atroces conditions au bord de la famine. Le leitmotiv de la politique israélienne est donc dans ces conditions: tenir ! Dans cette optique, les dirigeants israéliens s'inspirent d'une ligne politique manichéiste : le monde se divise pour eux en deux catégories de forces, pro-israéliennes et pro-arabes.

Assimilant ainsi le mouvement de libération arabe à l'ennemi, on en vient ainsi par ricochet à juger favorablement tout ce qui est hostile aux intérêts arabes. Cette politique est celle du soutien de l'impérialisme et de la lutte contre la révolution coloniale, parce que cette dernière passe au Moyen-Orient par la révolution arabe, dont Nasser - représentant de la bourgeoisie nationale égyptienne - paraît erronément le prophète aux yeux de la classe dirigeantéisraélienne.

Posant en dogme le statu-quo au Moyen-Orient, la politique israélienne ne peut être que profondément réactionnaire et complice de l'impérialisme.

La misère des réfugiés est le problème-clé du conflit judéo-arabe. Et la seule solution équitable de ce problème est que chaque réfugié qui le désire ait le droit de retourner au pays. Il n'est tout simplement pas possible de soutenir que le juif de New York pourrait réintégrer la terre de ses ancêtres après deux mille ans d'exil alors que l'arabe chassé en 1948 serait banni à jamais. Certes, les dirigeants arabes ne font rien pour alléger les souffrances de ces misérables. Ils craignent, eux aussi le potentiel révolutionnaire de cette masse désespérée. Mais la réintégration des réfugiés qui le souhaitent en Palestine israélienne est, comme le soulignait Uri Avnery "un impératif moral et politique". Du reste, en 1949, lorsque Israël était en core ouvert à une évolution progressiste, W. Eytan déclarait au nom du gouvernement lui-même que les réfugiés auraient le droit de retourner dans leurs terres.

Tandis qu'un million d'arabes palestiniens mènent une vie désaxée et sans espoir en subsistant sur les rations minimales de l'ONU - trop pour mourir, pas assez pour vivre - il est logique que le peuple arabe ne pourra voir dans tout renforcement de l'économie israélienne (par exemple le détournement des eaux du Jourdain) qu'une stabilisation colonialiste de la situation actuelle.

CONCLUSION

Qu'Israël le veuille ou non, sa fonction actuelle est de servir de bastion de la pénétration du capitalisme américain et occidental au Proche-Orient, de point d'appui pour l'impérialisme et d'abcès de fixation concentrant les aspirations révolutionnaires détournées de la révolution.

Seule la rupture du prolétariat israélien avec sa bourgeoisie et son intégration dans le camp de la révolution arabe peut dégager la population israélienne de sa position de colonisateurs occidentaux retranchés dans une redoute assiégée. Les masses israéliennes doivent rejeter le chauvinisme sioniste. Leur lutte pour la paix ne peut être qu'un combat socialiste car la cause réelle du drame palestinien est la contradiction entre les intérêts impérialistes au Moyen-Orient et ceux des masses israéliennes et arabes.

Au lieu de chercher un accord garanti par l'ONU ou les grandes puissances reconnaissant l'immuabilité de la situation actuelle, la tâche de la gauche israélienne est de s'intégrer à la révolution arabe. L'avenir de la population israélienne ne sera assuré qu'au sein d'une Fédération Socialiste du Moyen-Orient.

Certes la communauté juive d'Israël occupera au sein de la nation arabe une position minoritaire. Elle rejoint d'ailleurs sur ce point la situation des Kurdes, des Druzes et des autres groupes nationaux vivant au Proche-Orient arabe. Et il est évident qu'autant tout socialiste juif conséquent doit défendre hautement les droits de la nation arabe et des réfugiés en particulier, autant les droits de la minorité juive (sur le plan politique, culturel, linguistique, etc...) sont une revendication que doit reprendre à son compte tout socialiste arabe. Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre.

Le socialisme est la seule solution possible du conflit judéo-arabe.

Nathan WEINSTOCK

DES PATRIOTES ...

Les Anciens Combattants parachutistes, regroupés au sein de l'Union nationale des parachutistes dans une motion adoptée par leur assemblée générale,

"saluent en Israël une fière et courageuse citadelle de la civilisation occidentale face à la tentative d'hégémonie nassérienne, armée et inspirée par la stratégie communiste, et adressent leur fraternelle amitié à leurs camarades engagés en Israël et au Vietnam, dans le même combat pour la dignité et la liberté de l'homme."

La motion demande d'autre part "à tous les vrais citoyens de s'associer à la campagne pour l'amnistie et la réhabilitation totale des Français condamnés pour leur fidélité à la parole donnée."

(Extrait du "Monde" du 17/6/67)

Positions internationalistes en ISRAEL

Le texte ci-dessous est une prise de position de l'ORGANISATION SOCIALISTE ISRAELIENNE, organisation marxiste israélienne qui comprend dans ses rangs des juifs et des arabes.

Le 19^e anniversaire de l'établissement de l'Etat d'Israël va avoir lieu. Pendant ces 19 ans, l'antagonisme israélo-arabe ne s'est pas rapproché d'une solution. Le problème reste une blessure ouverte dans le corps du Moyen-Orient, une source incessante d'effusions de sang, de souffrances et de maux, une difficulté au développement économique de la région, un prétexte à une agression impérialiste et à une intervention militaire, une grande menace pour la paix du monde.

La situation des palestiniens arabes (victimes de la guerre de 1948 et de l'accolusion des "frères ennemis", Ben Gourion et Abdallah) est particulièrement grave. La majorité des arabes palestiniens ont été dépossédés de leurs terres et de leurs habitations, pendant et après la guerre de 1948, et vivent comme des réfugiés dans la France et la détresse à l'extérieur d'Israël. Les dirigeants d'Israël ont systématiquement refusé de leur reconnaître le droit élémentaire à être rapatriés. Les arabes qui sont restés en Israël sont victimes d'une sévère oppression économique, civile et nationale.

Cependant Israël est une île isolée dans le Moyen-Orient, un Etat indépendant, seulement au sens formel, qui dépend en fait économiquement et politiquement des puissances impérialistes et particulièrement des USA. Il a continuellement servi d'instrument à ces puissances contre la nation arabe et les forces progressistes dans le monde arabe. La manifestation la plus claire (mais non pas la seule) est le rôle de la politique officielle d'Israël, en 1956, quand le gouvernement israélien s'est joint à l'impérialisme anglo-français dans une coalition agressive contre l'Egypte, et a même fourni le prétexte de l'intervention militaire à ces puissances.

L'état de guerre et d'hostilités entre Israël et ses voisins arabes s'est poursuivi pendant 19 ans, et la direction sioniste d'Israël n'a aucune volonté de changer cette situation. La politique d'Israël est dans un cul-de-sac.

La présente crise économique en Israël qui a causé un important chômage pour les travailleurs et de grandes difficultés pour les masses populaires a servi aussi à souligner le fait qu'Israël ne peut continuer à subsister longtemps sous sa forme actuelle d'Etat sioniste, coupé du reste de la région. Ainsi, la situation présente existe au dépend des masses arabes: Israël, sous sa forme actuelle constitue un grave obstacle à la lutte de ces masses contre l'impérialisme, pour l'unité socialiste arabe.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

L'ORGANISATION SOCIALISTE ISRAELIENNE, qui compte à la fois des militants arabes et juifs, pense que le problème palestinien et l'antagonisme israélo-arabe peut et doit être résolu dans une perspective socialiste et internationaliste, en prenant en considération les aspects particuliers de ce problème complexe.

Il ne s'agit pas d'un conflit ordinaire entre deux nations. C'est pourquoi il est insuffisant d'appeler à la "coexistence fondée sur la reconnaissance mutuelle des justes droits nationaux des deux peuples".

L'Etat d'Israël est le produit de la colonisation de la Palestine par le mouvement sioniste, au dépend du peuple arabe et sous les auspices de l'impérialisme. Sous sa forme sioniste actuelle, Israël est un instrument de la continuation de "l'expérience sioniste".

Le monde arabe en peut accepter l'existence en son sein d'un Etat sioniste, dont le but avoué n'est pas de servir d'expression politique à sa propre population, mais de tête de pont, d'instrument politique et de destination pour l'immigration des juifs partout dans le monde. Le caractère sioniste d'Israël est aussi opposé aux véritables intérêts des masses israéliennes parce qu'il signifie une dépendance constante à l'égard des forces extérieures.

C'est pourquoi nous pensons que la solution du problème nécessite la désionisation d'Israël. L'Etat d'Israël doit subir une profonde transformation révolutionnaire qui en fera d'un Etat sioniste - c'est-à-dire d'un Etat de tous les juifs du monde - un Etat socialiste qui représente les intérêts des masses qui y vivent. En particulier, la "loi du retour" qui donne à chaque juif le droit absolu et automatique d'immigrer en Israël et d'en devenir citoyen doit être abolie. Chaque demande d'immigration en Israël doit être étudiée séparément en fonction des mérites de celui qui la formule, sans aucune discrimination de nature raciale ou religieuse.

Le problème israélo-arabe est la partie la plus douloureuse du conflit israélo-arabe.

Nous pensons que tout réfugié qui désire retourner en Israël doit pouvoir le faire; il devrait obtenir une réhabilitation économique et sociale totale. Les réfugiés qui choisiront librement de ne pas être rapatriés devraient être totalement indemnisés pour la perte de leur propriété et pour les souffrances qui leur ont été causées. De plus, toutes les lois et réglementations ayant pour but la discrimination et l'oppression de la population arabe d'Israël et l'expropriation de ses terres doivent être abrogées. Toutes les expropriations et dommages (terres, propriétés, personnes) causées par ces lois impliquent des compensations.

La désionisation d'Israël implique aussi de mettre fin à la politique étrangère sioniste, qui sert l'impérialisme. Israël doit prendre une part active à la lutte des arabes contre l'impérialisme, pour l'établissement de l'unité socialiste arabe.

La colonisation sioniste de la Palestine diffère par un aspect fondamental de la colonisation des autres pays: tandis que dans les autres pays, les occupants établissent leur économie sur l'exploitation du travail des habitants indigènes, la colonisation de la Palestine a eu lieu par le remplacement et l'expulsion de la population indigène.

Ce fait a causé une complication spécifique du problème palestinien. Le résultat de la colonisation sioniste a été la constitution d'une nation juive avec ses propres caractéristiques nationales (langage commun, économie séparée, etc...). De plus, cette nation a une structure de classe capitaliste; elle est divisée entre exploiters et exploités, bourgeoisie et prolétariat.

L'argument selon lequel cette nation a été formée artificiellement et au dépend de la population indigène arabe ne change rien au fait que cette nation juive existe. Cela serait une erreur désastreuse d'ignorer ce fait.

La solution du problème palestinien ne doit pas seulement rendre leurs droits aux palestiniens arabes, mais aussi assurer le futur national des masses juives. Ces masses ont été amenées en Palestine par le sionisme, mais ne sont pas responsables des péchés du sionisme. Toute tentative de faire payer aux travailleurs et aux masses populaires les méfaits du sionisme ne peut résoudre le problème palestinien et n'amener que de nouvelles catastrophes.

Les dirigeants nationalistes arabes, qui appellent à la "guerre sainte" pour la libération de la Palestine, ignorent le fait que même si Israël était défait militairement, et cessait d'exister en tant qu'Etat, la nation juive continuerait à exister. Si l'existence de cette nation n'est pas résolue correctement, la situation d'un conflit national et prolongé serait recréée, ce qui causerait des effusions de sang et de souffrances sans fin et servirait de nouveaux prétextes à une intervention impérialiste. Ce n'est pas une coïncidence si les dirigeants partisans d'une telle solution s'avèrent incapables de résoudre le problème kurde.

De plus, il faut comprendre que les masses juives ne se libéreront pas et ne combattront pas si les forces progressistes du monde arabe ne leur présentent aucune perspective de coexistence sans ~~aucune~~ oppression nationale.

C'est pourquoi l'ORGANISATION SOCIALISTE ISRAËLIENNE pense que la véritable solution du problème palestinien nécessite la reconnaissance du droit à la nation juive à l'autodétermination.

Autodétermination ne veut pas dire forcément séparation. Au contraire, nous pensons qu'un petit pays, pauvre en richesses naturelles, tel qu'Israël, ne peut exister en tant qu'entité séparée. Il doit faire face à l'alternative suivante: continuer à dépendre des puissances étrangères ou, s'intégrer dans une union régionale.

Il s'ensuit que la seule solution compatible avec les intérêts, à la fois des masses juives et arabes, est l'intégration d'Israël comme partie d'une union du Moyen-Orient sur les bases du socialisme.

Dans un tel cadre, la nation juive pourra mener sa propre vie nationale et culturelle sans être un danger pour le monde arabe et sans menace pour sa propre existence par les arabes. Les forces des masses juives se joindront aux masses arabes dans une lutte commune pour le progrès et la prospérité. C'est pourquoi nous pensons que le problème palestinien, comme les autres problèmes vitaux du Moyen-Orient, ne peuvent être résolus que dans le cadre d'une union du Moyen-Orient.

L'analyse théorique autant que l'expérience pratique, montrent que l'unité arabe ne peut se former et exister de manière durable que si elle prend un caractère socialiste. C'est pourquoi on peut résumer la solution que nous proposons par la formule "désionisation d'Israël et son intégration dans une union socialiste du Moyen-Orient". Nous pensons que la future politique des arabes palestiniens doit être résolue dans le cadre tracé ci-dessus. Certains pensent que la justice réclame l'établissement d'une entité arabe palestinienne spéciale. Notre point de vue est qu'il faut laisser les arabes se décider sans ingérences étrangères.

Nous pensons cependant que ce serait une grave erreur de poser le problème de l'avenir politique des arabes palestiniens indépendamment de la question de l'union socialiste arabe. A l'heure actuelle, les arabes palestiniens sont au premier rang de la lutte pour l'unité. Si on les présentait avec des buts différents, la cause de l'unité arabe en souffrirait gravement. De même l'établissement d'un petit Etat arabe séparé est incompatible avec les intérêts de la nation arabe, y compris les arabes palestiniens.

C'est pourquoi nous pensons que si les arabes palestiniens se décident à constituer une entité politique propre, les arrangements politiques et territoriaux devraient se faire dans le cadre d'une union socialiste du Moyen-Orient. Les pays qui possèdent à l'heure actuelle les parties de la Palestine (Israël, Jordanie, Egypte) devraient particulièrement contribuer à cet arrangement.

(Extraits d'un article paru dans LE DRAPEAU DES TRAVAILLEURS, organe de l'organisation nouvelle révolutionnaire d'Irak - Texte traduit de l'arabe et publié dans la revue QUATRIEME INTERNATIONALE n°29 de novembre 1966)

A PROPOS DU NASSERISME

LE CAPITALISME D'ETAT ET LA STRATEGIE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

LA NOTION DE CAPITALISME D'ETAT CHEZ ENGELS

Le premier problème qui surgit dans ce domaine est le phénomène qui est apparu dans certains pays sous-développés ou nouvellement libérés; dans ces pays, les directions petites bourgeoises nationalistes ont pris le pouvoir et écrasé celui des capitalistes et des semi-féodaux, puis ayant pris sur eux de développer les forces productives, ils ont commandé l'industrialisation en nationalisant les principaux moyens de production et en établissant une économie mixte dans laquelle domine le secteur public.

Les théoriciens de la petite bourgeoisie et ceux qui essayent toujours de trouver des excuses pour justifier sa politique et sa mentalité, mettant aujourd'hui leur esprit empirique à la torture, pour prouver que ce fait est un phénomène absolument nouveau qui demande une réévaluation de la principale analyse classique du socialisme scientifique? ils veulent que nous "admettions la possibilité" d'établir "le socialisme sans un pouvoir ouvrier", un socialisme construit par un certain secteur de la bourgeoisie progressive.

Naturellement, nous ne rejetons pas l'idée que ce phénomène existe en tant que développement historique nouveau, et même important, et qui demande étude et analyse. Mais nous rejetons absolument l'idée que ce développement diminuerait la validité de l'analyse de la société capitaliste par le socialisme scientifique..... Ce genre de développement a été effectivement prévu (non dans tous ses détails et ses conditions mais dans sa ligne générale) par les premiers fondateurs du socialisme scientifique, en particulier par Frédéric Engels dans son livre l'"Anti-Dühring".

Dans ce livre, partant de la contradiction entre le caractère collectif que commençaient à prendre les forces sociales de production de masse et les rapports de production individualistes, contradiction intensifiée en temps de guerre et de crise etc..., Engels poursuit en expliquant les effets que peut avoir une telle atmosphère sur le façonnement des rapports de production capitalistes eux-mêmes, afin qu'ils tendent à se coordonner de plus en plus, à l'intérieur de la société capitaliste et sous l'effet de ses lois internes, en unité collective de forces productives. Il analyse les étapes de cette évolution, depuis les entreprises individuelles, en passant par les compagnies par actions, les trusts et toutes les formes de monopoles, pour aboutir au monopole d'Etat. En tous cas, selon Engels, le représentant officiel de la société capitaliste - l'Etat - sera en fin de compte obligé de prendre sur lui la responsabilité de la direction de la production... Cependant la conversion des forces et des moyens de production en propriété gouvernementale, d'après Engels, ne constituera ni la négation ni la liquidation de la nature capitaliste de ces forces.

L'Etat moderne (et ici il est inutile de souligner que cela a été écrit environ un tiers de siècle avant l'apparition du premier Etat ouvrier) n'est rien d'autre qu'une forme d'organisation prise par la société bourgeoise pour préserver les conditions essentielles du mode de production capitaliste et protéger celle-ci contre toute attaque des ouvriers ou des capitalistes individuels. Malgré les diverses formes qu'il peut prendre, cet Etat moderne est dans son essence-même une machine capitaliste. C'est l'Etat des capitalistes et l'expression idéale de l'ensemble du capital national. Plus il a tendance à prendre possession des forces productives, plus il devient en pratique le capital national lui-même... Les ouvriers restent des salariés, ils restent des prolétaires. Les rapports capitalistes de production ne sont jamais détruits, bien au contraire ils atteignent leur apogée, mais ce faisant ils commencent à décliner et à s'effondrer. La possession par l'Etat de forces productives ne constitue pas en soi une solution à la contradiction de la société capitaliste mais il y a en elle des conditions techniques cachées qui peuvent permettre une telle solution. Engels souligne alors qu'une solution ne saurait être réalisée sans la révolution prolétarienne qui abolira la légalité des droits de propriété capitaliste et préparera la pleine reconnaissance, par sa complète réalisation dans la pratique, de la nature collective des moyens de production.

Que pouvons-nous conclure de cette analyse d'Engels ?

Tout d'abord Engels n'exclut nullement la possibilité pour un Etat bourgeois de commander la nationalisation des moyens de production fondamentaux. Il ne tombe donc pas dans le piège de l'idée extrêmement naïve qui considère toute mesure de nationalisation comme "socialiste". Au contraire il prévoit que l'Etat bourgeois sera obligé de prendre de telles mesures. Deuxièmement, il refuse de voir dans de telles mesures la fin du capitalisme ou une contradiction au contenu bourgeois de l'Etat qui prend ces mesures, en dépit du fait que des mesures rapprocheront le capitalisme de sa fin et fourniront les conditions techniques pour le renversement du système capitaliste ou de son pouvoir.

... * L'apparition d'Etats bourgeois qui tendent de plus en plus aux nationalisations, jusqu'à ce que chacun d'eux devienne "le capital national lui-même". Ce n'est certainement pas un tel développement qui demande une révision des lignes générales de l'analyse classique marxiste ! C'est exactement le contraire...

Les principales conclusions d'Engels, surtout en ce qui concerne l'objectif de la révolution prolétarienne et la dictature de la classe ouvrière, restent correctes et historiquement valables, même dans les pays où ce phénomène est apparu récemment.

Mais l'étude de l'analyse d'Engels nous dispense-t-elle d'une étude et d'une analyse plus approfondie de la réalité, telle qu'elle existe aujourd'hui dans les pays sous-développés ? de saisir les conditions objectives qui entourent ce phénomène, et de découvrir ses moindres détails significatifs ? Nous dispense-t-elle de tirer les conclusions politiques qui en découlent ? Naturellement pas. L'analyse d'Engels nous permet plutôt de différencier clairement les différentes idéologies et les divers points de vue. Son analyse ne nous fournit que les instruments nous permettant de percer cette réalité et de l'examiner en vue d'une plus profonde compréhension. Revenons donc à ce phénomène et essayons de voir les lignes générales de son développement.

"LA VOIE NON-CAPITALISTE DE DEVELOPPEMENT" ?

Il est maintenant certain que dans les pays sous-développés, la bourgeoisie locale traditionnelle, à cause de ses liens avec le monde impérialiste (dont le système subit un processus de stagnation et de dégénérescence, le conduisant à l'immobilisation) est incapable de jouer le même rôle national que son prédécesseur, la jeune bourgeoisie d'Europe aux 18^e et 19^e siècles.

En fin de compte, les rapports de production en pays sous-développés capitalistes entrent en totale contradiction avec les forces productives croissantes dans leur aspiration à un plus grand développement : cette contradiction se manifeste face à une totale domination de la société et de l'économie nationale par les rapports de production capitalistes et avant que ces rapports de production n'aient atteint un plus haut niveau de développement. Cette société est incapable de parvenir au développement nécessaire si elle tente de suivre la même voie qu'avait prise la bourgeoisie occidentale. Cette situation conduit une telle société à un état permanent de crise et d'instabilité, en fait un sous-produit du plus haut niveau de développement, malgré le fait que ce capitalisme, à bien des égards, soit encore à son stade embryonnaire.

Dans certains de ces pays sous-développés, il est possible à la direction de la classe ouvrière de mobiliser les masses pauvres et opprimées pour prendre le pouvoir afin de réaliser les objectifs démocratiques bourgeois dans leur forme radicale finale et de prendre les mesures nécessaires pour la transition au socialisme. Cependant pour des raisons objectives et subjectives, la classe ouvrière dans d'autres pays sous-développés est incapable de jouer ce nouveau rôle historique. De ce fait, dans ces pays apparaît un équilibre instable des forces, qui conduit à la formation de tendances et de directions centristes petites bourgeoises, souvent militaires, inspirées par l'exemple occidental, ce qui en pratique signifie le développement de cette société bourgeoise contre la volonté de la bourgeoisie traditionnelle avec ses hésitations et son incapacité. Ces directions petites bourgeoises prennent le pouvoir et dans leur intérêt, établissent un appareil bonapartiste fondé sur l'équilibre entre les deux camps de la révolution et de la contre-révolution, entre les masses laborieuses révolutionnaires et l'impérialisme allié à la réaction capitaliste et semi-féodale. Ces directions essaient d'utiliser l'appareil d'Etat pour l'accumulation des sources du capital national afin de parvenir à un développement industriel, mais ils font bientôt face à la résistance de cette bourgeoisie qui possède ce capital et préfère le profit sûr et immédiat que leur procure leur rôle parasitaire en tant qu'agents du capital impérialiste. Devant la résistance et l'affrontement des secteurs capitalistes, les directions petites bourgeoises sont parfois obligées de nationaliser un vaste secteur des moyens de production, en les enlevant des mains de la bourgeoisie traditionnelle et en les transformant en propriété d'Etat.

Ainsi se développe dans ces pays une nouvelle forme de capitalisme, à savoir le capitalisme d'Etat. La société capitaliste commence ainsi à prendre une voie qui seule peut le sauver d'un effondrement total.

Cependant l'apparition du capitalisme d'Etat est un développement social dans une direction progressive. Le système du capitalisme d'Etat est un mouvement vers le socialisme, seulement dans le sens où il fournit la base technique contribuant au renversement final du capitalisme et de son pouvoir, et aidant à l'établissement du pouvoir ouvrier qui construira les fondements matériels nécessaires à la transition vers le socialisme. Le capitalisme d'Etat ne constitue un pas vers le socialisme que dans la mesure où il est un plus haut degré de développement de la société bourgeoise; mais il n'est pas un "pas vers le socialisme" tel que le suggèrent ceux qui tentent de montrer que le capitalisme d'Etat est un développement au delà des frontières bourgeoises. Ce sont des gens dont la logique empirique affirme qu'il y a des lois internes qui poussent automatiquement ce système vers le socialisme sans que soit nécessaire l'intervention et la prise de pouvoir de la classe ouvrière consciente et politiquement organisée. Donc la proposition selon laquelle le capitalisme d'Etat est un nouveau système socio-économique qui prend une voie intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme n'est pas valable et doit être totalement rejetée.

Il en découle que le capitalisme d'Etat n'est qu'une autre forme prise par les rapports de production capitalistes pour se mettre au diapason du niveau de développement des forces productives de la société bourgeoise, ou leur aspiration au développement.

De ce fait, donner des définitions ambiguës et très vagues d'un tel développement (par exemple "voie de développement non-capitaliste") de façon à éviter toute évaluation claire et correcte de ce nouveau phénomène, n'est que semer la confusion, parmi les masses et leur voiler la vérité. Cette "voie de développement non-capitaliste" (c'est un autre terme employé à l'origine par les théoriciens soviétiques, puis adopté par les partis "communistes", pour caractériser ce phénomène) n'est rien d'autre qu'un mythe décevant. Le marxisme ne connaît que deux voies de développement pour toute société qui est sortie de la phase féodale ou tribale semi-féodale d'économie traditionnelle. Une société doit suivre: ou bien la voie capitaliste qui conduit en fin de compte au capitalisme d'Etat, ou bien la voie socialiste qui signifie catégoriquement la destruction du pouvoir de l'Etat bourgeois et son remplacement par un Etat ouvrier qui abolit la légalité des droits de propriété capitaliste et commence à développer les forces productives jusqu'au niveau permettant l'établissement d'une société véritablement socialiste.

.....

Aujourd'hui les léninistes doivent lutter fermement contre les manœuvres des idéologues empiriques de la petite bourgeoisie, qui tentent de détourner l'attention de la nécessité d'établir un Etat ouvrier, en dissimulant leurs idées sous des phrases douteuses et ambiguës telles que "les forces travailleuses populaires" ou "l'alliance des ouvriers et des paysans avec la classe moyenne" (1) ou "le capitalisme national non exploiteur" et ainsi de suite. Il n'est jamais de l'intérêt de la révolution que les léninistes révolutionnaires reculent devant de tels mythes petits bourgeois, ou que ces révolutionnaires contribuent d'une façon ou d'une autre à la dissimulation de la véritable nature de ces mythes, en utilisant des phrases superficielles dépourvues de sens telles que "la voie non-capitaliste de développement".

NATURE DE CLASSE DE LA R.A.U.

On peut donner une plus claire démonstration de notre analyse du capitalisme d'Etat en prenant un exemple objectif particulier, celui de la République Arabe Unie. En RAU, après l'échec de la direction nassérienne dans toutes ses tentatives pour préserver et protéger le capital national, pour persuader ce capital de se livrer à l'industrialisation, cette même direction fut obligée en fin de compte, pour remplir ses objectifs, de suivre une nouvelle ligne, c'est-à-dire la mobilisation obligatoire du capital national par la nationalisation des principaux moyens de production. Cette mesure était entièrement produite par la nécessité urgente d'accomplir l'accumulation primitive du capital indispensable pour le développement industriel et que les capitalistes individuellement n'étaient pas disposés à remplir. Depuis que ces mesures ont été prises, la direction nassérienne est devenue de plus en plus étroitement liée aux couches grandissantes de la petite bourgeoisie et de la classe moyenne qui sentaient les couches supérieures de la bourgeoisie comme une corde au cou et un obstacle à leur croissance et à leur développement. Ceci déplaça le centre de gravité de l'équilibre des forces sur lequel reposait le régime bonapartiste. La grande bourgeoisie se trouva exclue des forces sociales qui visent à "coordonner leurs intérêts".

(1) C'est en de tels termes que la direction nassérienne identifiait les forces sociales opérant en Egypte à différentes périodes de son développement.

Ces mesures progressives de la direction nassérienne conduisent à une économie mixte de type capitalisme d'Etat. Le coeur de cette économie, c'est le secteur public qui domine ses aspects essentiels et qui repose sur une large base de propriété petite bourgeoise dans l'agriculture et dans le secteur des petites entreprises industrielles. Le secteur public est dirigé par une bureaucratie gouvernementale dont les composantes humaines sont les gens instruits, les militaires et les fonctionnaires de direction qui, idéologiquement, socialement et économiquement sont liés (dans certains cas leurs intérêts directs coïncident) à ces couches bourgeoises dont les monopoles ont été nationalisés, ainsi qu'à bien d'autres individus issus de ces couches. Cette bureaucratie, dans son essence, du point de vue de son origine sociale, de son orientation idéologique, de ses liens et de sa nature de classe, est fondamentalement différente de la bureaucratie qui se développe dans les Etats ouvriers. Cette dernière doit son existence à la propriété commune des moyens de production et elle sent donc le besoin de défendre un tel système contre toute tentative qui pourrait conduire au retour des anciennes classes possédantes. La bureaucratie du capitalisme d'Etat par contre, ne doit pas son existence au secteur public. En fait plus se développe la bourgeoisie moyenne à laquelle appartient cette bureaucratie (au début, les mesures de nationalisation tendent à faciliter sa subsistance et son développement), moins urgente devient la nécessité économique du secteur public et plus cette bourgeoisie sent-elle le conflit et la contradiction de ses intérêts avec les mesures restrictives qu'elle même avait imposées auparavant à la propriété privée du capital. Il existe de nombreux signes qui montrent une tendance croissante parmi les couches de la bureaucratie gouvernementale et à l'intérieur des secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie, sur lesquels repose le régime, à discuter le sort du secteur public. Cette tendance essaye de montrer aussi l'inévitabilité de la suppression de ces secteurs par un retour, dans l'avenir, à la propriété privée ou tout au moins à la diminution et à la limitation de son influence sur l'économie nationale.

Bien que l'Etat égyptien contrôle 80% du capital industriel, le secteur privé fournit encore un tiers de la production industrielle dans le revenu national, à l'exclusion de l'industrie de la construction qui est contrôlée et dominée par les entrepreneurs du secteur privé. Ce qui est plus important, c'est que le secteur ^{privé}/emploie encore les deux-tiers des travailleurs industriels tandis que le secteur public n'emploie que le tiers restant. Le secteur privé dans le commerce contrôle la majorité du commerce ~~extérieur~~ et une petite proportion du commerce intérieur. Dans le domaine des services sociaux et de l'agriculture, qui constituent une part importante du revenu national, la propriété privée est encore le trait dominant. En plus de tout cela, nous trouvons que la majorité de ceux qui possédaient les entreprises avant qu'elles ne soient nationalisées sont devenus maintenant une classe de prêteurs pour le secteur public: ces entreprises sont encore gérées par les mêmes méthodes et sur les mêmes bases qui régissent les lois de la production et du marché capitalistes.

Ces faits et ces chiffres montrent que les rapports de production sont encore essentiellement capitalistes et en particulier que le contenu social de l'Etat et la formation de classe de l'ensemble de ceux qui ont le contrôle réel du pouvoir sont encore bourgeois.

LES TACHES REVOLUTIONNAIRES EN R.A.U.

De ce fait quelle doit être la position de la gauche envers ce système de capitalisme d'Etat ? Nous ne considérons pas comme "un luxe purement idéologique" la nécessité de définir et d'identifier la nature de classe de l'Etat d'un pays. Cela implique des conséquences pratiques importantes. Affirmer qu ce régime a dépassé dans

son développement les limites bourgeoises ou qu'il prend subjectivement une "voie non-capitaliste" par laquelle il dépassera finalement ces limites, signifie qu'il n'est pas besoin, dans ce pays, d'une révolution qui remplace l'actuelle classe dirigeante par la classe ouvrière. Par contre, le point de vue opposé, à savoir qu'un tel système est encore dans les limites bourgeoises et ne peut les dépasser par le seul jeu des forces subjectives et des lois internes qui régissent son développement conduit à des conclusions opposées, spécialement en ce qui concerne la stratégie du mouvement ouvrier dans ce pays. Cela nous conduit à la conclusion que, dans ce pays, il faut un changement qualitatif du pouvoir et des rapports sociaux de production. Ce changement signifie une révolution sociale dirigée par la classe ouvrière, quelle que soient les formes et les voies spécifiques que pourrait prendre cette révolution. Cela implique aussi que le mouvement ouvrier révolutionnaire doit faire de ce changement un but stratégique vers lequel il s'oriente et se prépare à travers toutes les prises de position tactiques partielles. Néanmoins la simple admission de cette vérité ne spécifie nullement quelles positions tactiques il faut prendre par rapport à une période donnée du développement révolutionnaire.....

Malgré ses limites petites bourgeoises, la direction nassérienne représente encore pour l'Egypte le plus progressif des régimes existants actuellement dans le monde arabe.

Cette direction a pris d'importantes mesures pour la liquidation de la domination politique et économique de l'impérialisme. Actuellement elle ne cesse d'appliquer une ligne antiimpérialiste dans sa politique étrangère et elle penche de plus en plus du côté du camp socialiste. Dans sa politique intérieure cette direction a réalisé un développement industriel important, grâce aux mesures de nationalisation. Un tel développement signifie que sont disponibles les conditions matérielles et objectives pour le renversement du système capitaliste et sa complète disparition. Cependant au cours des deux dernières années, la direction nassérienne a pris certaines mesures effectives pour mettre un terme au climat antidémocratique et a mis certaines limites aux forces brutales du pouvoir militaire. On a accordé à des éléments progressistes des postes dans l'appareil de propagande et d'information. Toutes ces mesures et ces réalisations donnent à la direction nassérienne, malgré ses zigzags, un caractère progressif constant, et qui le restera pendant une période relativement longue du développement de la révolution, en particulier parce que la formation et le développement d'une direction prolétarienne distincte est pour le moment dans sa première phase. Il n'y aura donc aucun danger réel venant de la gauche pour la direction nassérienne. Il faut pourtant soutenir la direction nassérienne dans la mesure où elle lutte contre l'impérialisme et la réaction locale. On doit toujours l'encourager à prendre une direction progressive. On doit la presser de consolider et d'élargir la portée des mesures qu'elle a prises contre le capital national, de sauvegarder ces mesures des complots impérialistes de la contre-révolution, et d'écraser les tendances fanatiques de droite qui tentent de freiner et de renverser la ligne progressiste. En même temps, et pour que soient correctement remplies ces tâches, il importe pour nous de conserver une totale indépendance politique et idéologique par rapport à la direction nassérienne. Nous devons aussi être conscients qu'un développement continu de ce pays sur une voie toujours plus progressive dépend de la rapidité avec laquelle les masses révolutionnaires se constituent en classe prolétarienne consciente de son existence, de ses intérêts et du rôle joué par ces masses dans la marche de l'Etat et de l'économie. Par conséquent on doit lutter pour une plus grande démocratie dans l'appareil d'Etat, pour la liberté de pensée, de critique et de réunion pour toute la classe ouvrière et les tendances socialistes, pour la liberté et l'indépendance des syndicats vis-à-vis du régime, et enfin - et surtout - pour le contrôle ouvrier (autogestion) des entreprises nationalisées. Cette dernière mesure sera la plus efficace pour ébranler le pouvoir de la bureaucratie et de la nouvelle bourgeoisie qui contrôle le secteur public et dirige l'Etat.

Par contre, sauter les obstacles objectifs réels par des phrases gauchistes toutes faites, c'est-à-dire par des mots seulement, ne donne pas de solution, et ne doit pas se substituer au dur travail réel indispensable pour surmonter ces obstacles dans la pratique. Nous devons donc partir du niveau de conscience actuel des masses égyptiennes, afin de pouvoir faire mûrir et renforcer le mouvement de masse peu à peu, sur le plan théorique, politique et organisationnel. L'adhésion et le soutien des masses égyptiennes à l'"Union Socialiste Arabe" de la RAU aujourd'hui n'est autre chose que l'expression du niveau actuel des masses. Ce fait oblige les Égyptiens de gauche à prendre une position tactique impliquant qu'ils doivent travailler dans le cadre de cette organisation, tout en assurant leur indépendance idéologique et leurs liens organisationnels comme fraction; L'aile gauche égyptienne doit aussi être consciente des divergences et des contradictions théoriques et politiques qui existent déjà à l'intérieur de la direction nassérienne. Ils ne doivent pas négliger la possibilité pour une certaine aile de cette direction de se développer vers la gauche et de participer au futur changement social et à la lutte inévitable qui se fera en République Arabe Unie.....

(suit une analyse de la nature du régime irakien)

- Vive l'unité de la classe ouvrière révolutionnaire !
- vive l'alliance solide entre les ouvriers et les paysans pour la démocratie et le socialisme !
- vive le front unique démocratique contre l'impérialisme et la réaction !

LE DRAPEAU DES TRAVAILLEURS

PUBLICATIONS DES GROUPES JCR

LA METHODE	(Cannes-Nice), BP 57 à Nice
L'ETINCELLE	(Rouen), C. Deron, 106 bd d'Orléans
L'ANTIDOTE	(Rennes), J.Y. Legoff, 30 A rue de ST Brieuc
OCTOBRE	(Nanterre), BP 39-I6 Paris
L'ETINCELLE	(Caen), BP 3 029 à Caen
OCTOBRE	(Lyon), BP 39-I6 Paris
SPARTAKUS	(Fédération des Bouches du Rhône) BP 39-I6 Paris
LA DAILLE	(Strasbourg), BP 348/R9 à Strasbourg
LA CLOCHE	(Ardennes), BP 277 à Charleville/Mézières.
SPARTACUS	(Toulouse), BP 39-I6 Paris

RESOLUTION POLITIQUE DU COMITE NATIONAL DE LA J.C.R

Le C.N. de la J.C.R., réuni à Paris les 10 et 11 juin 1967, s'élève vigoureusement contre la campagne d'intoxication anti-arabe qui sévit actuellement en France. Il dénonce la partialité évidente de la presse française, les relents racistes qui se dégagent de ses "analyses" et commentaires. Il flétrit les manifestations d'union sacrée contre les pays arabes, dominées par les éléments du droit et d'extrême-droite, nostalgiques des "ratonnades" et de l'Algérie française.

Le C.N. de la J.C.R. soutient la résistance armée des peuples arabes contre l'agression israélienne. Le conflit actuel n'est qu'une phase aiguë de cette agression qui se perpétue de puis plus de vingt ans. La bourgeoisie réactionnaire israélienne mène une politique de violence qui s'est soldée notamment par l'expulsion des populations arabes de Palestine et l'oppression raciste de la minorité arabe demeurée dans le pays. Elle a systématiquement repoussé toute tentative visant à résoudre le problème des réfugiés. Absolument dépendante de l'aide économique des USA (publique et privée), elle s'est systématiquement alignée sur les positions de l'impérialisme américain: au Moyen-Orient elle n'a cessé de s'opposer par tous les moyens, politiques et militaires, aux progrès de la révolution arabe, de concert avec les monarchies réactionnaires, autres suppôts de l'impérialisme. En Afrique Noire, sous couvert d'aide technique aux pays sous-développés, elle s'est fait l'instrument direct du néocolonialisme. Sous sa direction, l'Etat d'Israël est devenu un fer de lance de l'impérialisme, un bastion de la contre-révolution au Moyen-Orient.

Le C.N. de la J.C.R. réaffirme son soutien inconditionnel au mouvement d'émancipation nationale et sociale du peuple arabe. La révolution arabe ne coïncide pas pour nous avec l'expression conjoncturelle qu'en donne telle ou telle de ses directions à un stade donné de son développement. Elle constitue un profond mouvement historique: les masses laborieuses du Moyen-Orient, en raison de leur passé colonial et de leur situation économique présente, sont amenées dans leur lutte pour l'indépendance et contre le sous-développement, à s'opposer de plus en plus résolument à l'impérialisme. Leur revendication concernant l'unité du Monde Arabe est une contestation directe du découpage instauré, à des fins de domination, par les puissances impérialistes; ces masses représentent une menace directe pour les régimes féodaux et réactionnaires qui vivent de cette division. A l'échelle historique, les aspirations des masses arabes suscitent des contradictions nouvelles et nourrissent une dynamique potentiellement anti-capitaliste, la lutte pour le socialisme étant la seule voie conséquente pour l'indépendance et l'unité des peuples du Moyen-Orient.

Notre soutien au mouvement antiimpérialiste des masses arabes ne signifie en aucune façon un soutien inconditionnel aux directions bourgeoises ou petites-bourgeoises - comme le fait la direction chinoise - qui se trouvent aujourd'hui à sa tête. Dans une certaine mesure, ces directions expriment le mouvement révolutionnaire des masses arabes, mais dans une certaine mesure elles le détournent de ses objectifs et le mènent à l'impasse. Les limites de ces directions petites-bourgeoises se manifestent dans leur incapacité à résoudre les problèmes économiques et politiques fondamentaux des pays du Moyen-Orient.

La direction nassérienne en particulier, a semé le désarroi parmi les masses palestiniennes et jordanienues, en renforçant la monarchie Hachémite chancelante par le pacte Hussein-Nasser. Par l'ambiguïté de ses alliances, elle cautionne ceux qui prônent la guerre sainte et le rejet des juifs à la mer.

Le C.N. de la J.C.R. souligne qu'à l'occasion du conflit israélo-arabe s'est manifesté une fois de plus et de façon éclatante ce qui fait la constante de la politique internationale de l'URSS depuis de nombreuses années: la subordination du soutien accordé aux mouvements révolutionnaires et anti-impérialistes aux intérêts d'état de la bureaucratie soviétique. Dans un premier temps la direction soviétique a apporté un soutien inconditionnel aux directions petites-bourgeoises des états arabes "progressistes". Dans un second temps, faisant fi de tous ses engagements, elle a renoncé à son soutien et prêché le cessez-le-feu sans condition dans la défaite. Ce revirement indique l'ampleur des concessions auxquelles l'URSS est disposée et ne peut qu'engager l'escalade américaine dans le Sud-Est asiatique.

Le C.N. de la J.C.R. réaffirme les droits des réfugiés palestiniens à revenir sur les terres dont ils ont été chassés. Il réaffirme leur droit à l'indemnisation pour les spoliations dont ils ont été victimes. Parallèlement, il affirme les droits de la communauté juive de vivre en Palestine, tout en condamnant le sionisme, idéologie réactionnaire. La solution du problème palestinien ne peut être qu'une solution internationaliste, fondée sur la reconnaissance des droits des différentes communautés ethniques vivant en Palestine et la consécration de leur égalité économique, politique et sociale. Une telle solution ne peut se concevoir dans le cadre du statu-quo; elle implique la désionisation de l'état d'Israël et son intégration dans une Fédération du Moyen-Orient. La solution du problème palestinien est partie intégrante de l'unification du monde arabe: seul le développement d'avant-gardes révolutionnaires, juive et arabe, permettra la réalisation de cette tâche.

Le 11 juin 1967

demandez aux militants JCR

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA BUREAUCRATIE STALINIENNE d'H. Weber (Document JCR n°2)	2 F 50
REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN INDONESIE (Document JCR n°3)	2 F 50
DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PC CUBAIN 21 mai 1967 (Publication JCR)	1 F
MESSAGE A LA TRICONTINENTALE D'ERNESTO CHE GUEVARA avril 1967 (Editions "La Gauche"-Bruxelles)	1 F
STRATEGIE SOCIALISTE POUR L'EUROPE OCCIDENTALE d'Ernest Mandel (Document JCR n°1)	2 F 50 (réédition attendue)

et n'oubliez pas d'acheter AVANT-GARDE JEUNESSE, organe de la JCR, 1 F le n°
abonnements 11 F (19 F sous pli fermé) à BP 39-16 Paris --

(A lire : A. LEON - CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE - Ed. Pionniers)

SOMMAIRE

juin 67

EDITORIAL	p 3
ISRAEL, LE SIONISME ET LA LUTTE DES CLASSES	6
POSITIONS INTERNATIONALISTES EN ISRAEL	14
A PROPOS DU NASSERISME ... LE CAPITALISME D'ETAT ET LA STRATEGIE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE	17
RESOLUTION DU COMITE NATIONAL DE LA J.C.R.	24

la Paille

SORTE DE FAUCILLE SERVANT A COUPER
LES MAUVAISES HERBES A LA RACINE

BOITE POSTALE 348/R9 — 67 STRASBOURG

directeur de la publication : jean-luc jungblut

imprimerie spéciale de l'éditeur

prix

50 cts

n° 3